

Van Lani, Frans Van Weert, Marcel Vandenbroucke, Patrick Vandeput, David Vanpraet, Jürgen Vantomme, Luc Verheye, Luc Vermeulen, Leon Verstraeten, Frans	Broekstraat 8 Kesselsesteenweg 25, bus 3 Fr. Musinstraat 28/1 ^o ver. Pastorijsstraat 58 Brugsesteenweg 100 Menenstraat 538 Sint-Lucasstraat 5 Pevernagestraat 71 Opitterkiezel 205	3190 Boortmeerbeek 2500 Lier 8400 Oostende 3300 Tienen 8460 Roksem 8560 Wevelgem 9700 Oudenaarde 8530 Harelbeke 3960 Bree
---	---	---

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Vlaamse Executieve van 23 juli 1992 betreffende het ringen van vogels met een wetenschappelijk doel.

Brussel, 23 juli 1992.

De Voorzitter van de Vlaamse Executieve,
L. VAN DEN BRANDE

De Vice-Voorzitter van de Vlaamse Executieve,
 Gemeenschapsminister van Leefmilieu en Huisvesting,
N. DE BATSELIER

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif flamand du 23 juillet 1992 relatif au baguage d'oiseaux à des fins scientifiques.

Bruxelles, le 23 juillet 1992.

Le Président de l'Exécutif flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Vice-Président de l'Exécutif flamand,
 Le Ministre communautaire de l'Environnement et du Logement,
N. DE BATSELIER

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 92 — 2537

28 JUILLET 1992

Décret fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des centres culturels (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. L'Exécutif peut reconnaître et subventionner, dans les limites des crédits budgétaires, les centres culturels qui remplissent les conditions prévues par le présent décret.

Art. 2. Peuvent être reconnus et subventionnés, les centres culturels organisés conjointement par des personnes de droit public et des associations de droit privé, le nombre des associés ne pouvant être inférieur à trois.

Ne peuvent être reconnus et subventionnés que les centres qui assurent, dans un souci de démocratie culturelle, le développement socio-culturel d'un territoire déterminé, dans le respect de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques.

Par personnes de droit public, on entend la Commission communautaire française, les provinces et communes.

Par associations de droit privé, on entend les associations sans but lucratif ou associations de fait qui exercent une activité culturelle ou socio-culturelle sur le territoire concerné.

Art. 3. Par développement socio-culturel, il faut entendre l'ensemble des activités destinées à réaliser des projets culturels et de développement communautaire fondés sur la participation active du plus grand nombre, avec une attention particulière aux personnes les plus défavorisées.

Ces activités doivent, notamment, tendre à :

1^o offrir des possibilités de création, d'expression et de communication;
 2^o fournir des informations, formations et documentations qui concourent à une démarche d'éducation permanente;

3^o organiser des manifestations mettant en valeur les œuvres du patrimoine culturel local, régional, communautaire, européen, international et francophone;

4^o organiser des services destinés aux personnes et aux associations et qui favorisent la réalisation des objectifs du centre.

Art. 4. Les centres culturels veillent à assurer la participation la plus large des associations locales à l'exercice de leurs missions telles que définies aux articles 2 et 3 du présent décret.

Art. 5. L'Exécutif organise la coopération entre les centres culturels ou confié à des associations, reconnues à cet effet, des missions spécifiques favorisant cette coopération.

(1) Session 1991-1992 :

Document du Conseil. — N° 230 — n° 1 : Projet de décret.

Session extraordinaire de 1992 :

Documents du Conseil. — N°s 50 — n° 1 : Document de renvoi à la session 1991-1992; n° 2 : Rapport; n° 3 : Amendements.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption — Séance du 9 juillet 1992.

CHAPITRE II. — Conditions de reconnaissance

Section Ire. — Des centres culturels locaux

Art. 6. Pour être reconnu et subventionné par l'Exécutif, le centre culturel local doit remplir les conditions suivantes :

1° Etre une a.s.b.l. au sens de la loi du 27 juin 1921.

2° Exercer ses activités dans une entité territoriale couvrant une ou plusieurs communes telle que prévue à l'article 12 du présent décret, et approuvée par l'Exécutif de la Communauté française sur avis de la Commission consultative des centres culturels.

3° Prévoir que sont membres de l'assemblée générale :

a) les représentants des pouvoirs publics concernés dont le nombre est fixé par l'Exécutif sans, néanmoins, jamais dépasser la moitié du nombre total de membres de l'assemblée générale, soit :

- des personnes désignées par l'Exécutif;
- des personnes désignées par la Commission communautaire française si le centre exerce son activité dans le ressort de la Région de Bruxelles-Capitale;
- des personnes désignées par la Députation permanente de la Province sur le territoire de laquelle est situé le siège de l'a.s.b.l.;
- des personnes désignées par les conseils communaux des communes affiliées au centre culturel local;

b) les associations socio-culturelles bénéficiant d'une reconnaissance par la Communauté française en tant qu'association locale ou ayant une activité dans l'entité territoriale du centre culturel local concerné, reconnues comme telles par le conseil d'administration et ratifiées par l'assemblée générale;

c) les personnes exerçant une activité particulièrement liée aux objectifs de l'association et acceptées comme telles par le conseil d'administration.

4° Prévoir que les organes de gestion sont composés paritairement de représentants des personnes de droit public concernées et de représentants des associations de droit privé.

Pour l'application de cette dernière disposition, on entend par représentant d'une personne de droit public, tout mandataire public quel que soit le titre auquel il siège, ainsi que toute personne désignée par un pouvoir public pour le représenter, un mandataire public ne pouvant être désigné comme représentant des associations privées durant l'exercice de son mandat.

5° Comporter un conseil culturel de 10 membres au moins, nommés par le conseil d'administration en raison de leur compétence relativement aux activités poursuivies par l'association, ce conseil culturel arrêtant le projet de programme général d'action de l'association, au moins une fois par an, le soumettant au conseil d'administration et le transmettant à l'assemblée générale.

6° Disposer d'un animateur-directeur chargé de l'application journalière des décisions du conseil d'administration, siégeant au conseil culturel et, avec voix consultative, au conseil d'administration et à l'assemblée générale.

Section II. — Des centres culturels régionaux

Art. 7. Pour être reconnu et subventionné par l'Exécutif, le centre culturel régional doit remplir les conditions suivantes :

1° Etre une a.s.b.l. au sens de la loi du 27 juin 1921.

2° Exercer ses activités dans une entité territoriale couvrant au minimum un arrondissement administratif.

3° Prévoir que sont membres de l'assemblée générale :

a) les représentants des centres culturels locaux reconnus de l'entité territoriale concernée dont au moins, par centre culturel local, un délégué désigné parmi les représentants des pouvoirs publics et un délégué désigné parmi les autres catégories de membres de l'assemblée générale;

b) les représentants des pouvoirs publics concernés dont le nombre est fixé par l'Exécutif sans, néanmoins, jamais dépasser la moitié du nombre total de membres de l'assemblée générale, soit :

- des personnes désignées par l'Exécutif;
- des personnes désignées par la Commission communautaire française si le centre exerce son activité dans le ressort de la Région de Bruxelles-Capitale;
- des personnes désignées par la Députation permanente de la Province sur le territoire de laquelle est situé le siège de l'a.s.b.l.;
- des personnes désignées par les conseils communaux des communes affiliées au centre culturel régional;

c) les associations socio-culturelles :

- bénéficiant d'une reconnaissance par la Communauté française en tant qu'association locale ayant son siège dans la commune d'implantation du centre culturel lorsque celui-ci remplit la faculté prévue à l'article 9;
- bénéficiant d'une reconnaissance par la Communauté française en tant qu'association régionale;
- ayant une activité dans l'entité territoriale du centre culturel régional concerné, acceptées comme telles par le conseil d'administration et ratifiées par l'assemblée générale;

d) les personnes exerçant une activité particulièrement liée aux objectifs de l'association et acceptées comme telles par le conseil d'administration.

4° Prévoir que les organes de gestion sont composés paritairement de représentants des personnes de droit public concernées et de représentants des associations de droit privé.

Pour l'application de cette dernière disposition, on entend par représentant d'une personne de droit public, tout mandataire public quel que soit le titre auquel il siège, ainsi que toute personne désignée comme représentant des associations privées durant l'exercice de son mandat.

5° Comporter un conseil culturel de 10 membres au moins, nommés par le conseil d'administration en raison de leur compétence relativement aux activités poursuivies par l'association, ce conseil culturel arrêtant le projet de programme général d'action de l'association, au moins une fois par an, le soumettant au conseil d'administration et le transmettant à l'assemblée générale.

6° Disposer d'un animateur-directeur chargé de l'application journalière des décisions du conseil d'administration, siégeant au conseil culturel et, avec voix consultative, au conseil d'administration et à l'assemblée générale.

Art. 8. Dans l'exercice de ses missions, le centre culturel régional veille :

1° à encourager et organiser la coopération de centres culturels locaux, ainsi que la coordination de projets d'initiative publique ou volontaire;

2° à prendre toute initiative de développement socio-culturel notamment :

- a) en élaborant et en réalisant des projets en concertation avec les associations socio-culturelles de l'entité ou centres culturels locaux, spécialement en matière de formation;
- b) en favorisant la coopération et l'assistance pour la gestion des services, des moyens d'information, des infrastructures culturelles;
- c) en aidant à la création et au développement des centres culturels locaux.

Art. 9. Le centre culturel régional peut remplir la fonction de centre culturel local de la ville ou de la commune dans laquelle il a son siège.

CHAPITRE III. — *Du classement en catégories*

Art. 10. L'Exécutif classe les centres culturels en catégories dont il fixe le nombre en tenant compte, notamment, de l'importance et de la qualité de l'activité en relation avec l'objet du centre culturel, de la population concernée, du nombre des organisations associées, de l'importance de l'infrastructure utilisée et de la participation financière des autres pouvoirs publics associés.

L'Exécutif détermine par catégorie les cadres minima du personnel d'animation et d'administration ainsi que, après consultation de la commission paritaire du secteur socio-culturel, les barèmes minima de rémunération attribués en tenant compte des qualifications de ce personnel.

Le déclassement ne peut porter préjudice au respect des obligations de l'employeur découlant de la législation du travail.

CHAPITRE IV. — *De la procédure de reconnaissance et de classement des centres culturels*

Art. 11. La reconnaissance accordée par l'Exécutif produit ses effets au plus tard le 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de la décision.

Art. 12. La demande de reconnaissance est adressée à l'Exécutif; elle doit comporter les documents et renseignements ci-après :

- 1° les statuts du centre;
- 2° la liste de ses membres associés et la composition de ses organes de gestion;
- 3° son siège;
- 4° le territoire sur lequel il exerce ses activités;
- 5° une description du milieu socio-culturel de ce territoire;
- 6° un rapport de motivation;
- 7° un programme d'activités accompagné d'une évaluation budgétaire;
- 8° une description des aides financières et en services et des infrastructures mises à la disposition du centre culturel par les pouvoirs publics autres que la Communauté française;
- 9° une description des moyens mis à la disposition du centre culturel par les personnes ou groupements de droit privé.

Art. 13. Toute décision portant sur l'octroi, la suspension ou le retrait de la reconnaissance ainsi que le classement dans une catégorie de centre est prise sur le vu d'un rapport établi par les services compétents de l'Exécutif et après avis :

- 1° de la députation permanente de la province concernée;
- 2° de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale pour les centres situés dans son ressort;
- 3° de la Commission consultative des centres culturels.

L'Exécutif détermine la procédure d'octroi, de suspension ou de retrait de la reconnaissance, ainsi que celle relative au classement en catégories.

Art. 14. Le dossier complet de la demande est transmis à la députation permanente; celle-ci émet son avis dans les deux mois. A défaut d'avis dans ce délai, la procédure est poursuivie.

Si le centre exerce son activité dans le ressort de la Région de Bruxelles-Capitale, le dossier et l'avis de la députation permanente de la province de Brabant sont transmis à la Commission communautaire française de cette Région. Celle-ci émet son avis dans les deux mois. A défaut d'avis dans ce délai, la procédure est poursuivie.

Art. 15. Le dossier et l'avis de la députation permanente ainsi que l'avis de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, si le centre exerce son activité dans le ressort de la Région de Bruxelles-Capitale, sont transmis à la Commission consultative des centres culturels. Celle-ci émet son avis dans les deux mois. A défaut d'avis dans ce délai, la procédure est poursuivie.

Art. 16. Sur la proposition de la Commission consultative des centres culturels, une période probatoire, d'une durée de deux ans au maximum, peut être imposée aux nouveaux centres culturels.

Pendant cette période probatoire, les dispositions du chapitre VI ne sont pas applicables. Toutefois, ces centres peuvent bénéficier, pendant la même période, d'une aide spécifique forfaitaire déterminée par l'Exécutif. Cette aide ne peut être supérieure à la subvention minimale prévue pour la catégorie concernée.

Art. 17. En cas de refus de reconnaissance, une nouvelle demande portant sur le même projet ne peut être introduite que dans l'année qui suit la notification du refus.

Art. 18. L'Exécutif peut, moyennant un préavis de six mois et sans porter préjudice au respect des obligations de l'employeur découlant de la législation du travail, retirer la reconnaissance aux centres culturels qui ne respectent pas les dispositions du présent décret, ou dont la gestion financière laisse apparaître de graves lacunes, vérifiées comme telles.

CHAPITRE V. — *De la commission consultative des centres culturels*

Art. 19. Il est créé, auprès du Ministère de la Culture et des Affaires sociales, une Commission consultative des centres culturels.

La Commission consultative des centres culturels peut formuler d'initiative ou à la demande de l'Exécutif des avis ou des propositions sur la reconnaissance, le classement en catégories, le retrait ou la suspension de reconnaissance ainsi que sur la politique générale des centres culturels.

Art. 20. Les membres de la Commission consultative des centres culturels sont nommés par l'Exécutif pour un terme de quatre ans renouvelable.

La Commission se compose :

- 1° de cinq membres présentés par les députations permanentes des conseils provinciaux, à raison d'un membre par province, ce membre devant appartenir aux services culturels de la province;

2° d'un membre présenté par la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, ce membre devant appartenir à ses services culturels ou aux services qui en dépendent;

3° de six membres choisis par l'Exécutif parmi les personnes siégeant au sein des conseils d'administration des centres culturels locaux et régionaux reconnus, à raison de trois représentants des pouvoirs publics locaux et de trois représentants des associations de droit privé, l'Exécutif fixant les procédures de présentation des candidatures;

4° de trois membres choisis par l'Exécutif parmi les animateurs en fonction dans les centres culturels reconnus;

5° de cinq membres choisis par l'Exécutif en fonction de leur compétence particulière dans le domaine de l'action socio-culturelle;

6° de huit membres choisis par l'Exécutif par les responsables des organisations d'éducation permanente des adultes, sur la proposition du Conseil supérieur de l'Education populaire;

7° de deux membres choisis par l'Exécutif parmi les responsables des organisations de jeunesse, sur la proposition du Conseil de la jeunesse d'expression française.

Art. 21. Pour chacun des membres de la Commission consultative des centres culturels, il est désigné un suppléant suivant les mêmes modalités que celles prévues pour la désignation des membres effectifs.

Art. 22. Tout membre qui perd la qualité en vertu de laquelle il a été désigné est réputé démissionnaire. Il est remplacé par une personne désignée selon les mêmes conditions pour achever son mandat.

Art. 23. La Commission consultative des centres culturels élit, en son sein, un président et deux vice-présidents et adopte son règlement d'ordre intérieur. Ce règlement est approuvé par l'Exécutif, lequel s'assure, en outre, de la régularité des élections.

Art. 24. L'Exécutif détermine les jetons de présence et les indemnités de parcours auxquels peuvent prétendre les membres de la Commission consultative des centres culturels. Les frais de fonctionnement de la Commission consultative des centres culturels sont à charge du budget de la Communauté française.

Art. 25. Le Secrétariat de la Commission consultative des centres culturels est assuré par les services de la Direction générale de la Culture et de la Communication. Le directeur général, ou son représentant, assiste de droit aux réunions, avec voix consultative.

CHAPITRE VI. — Des subventions et des équipements

Art. 26. § 1^{er}. Tout pouvoir public associé à un centre culturel doit apporter une contribution à la fois financière et sous la forme de services dont l'importance et les modalités d'usage doivent être précisées par une convention signée entre le pouvoir public concerné et le centre culturel sur la base d'une convention-type établie par l'Exécutif.

L'ensemble de ces contributions doit être, en principe, au moins équivalent à la contribution apportée par la Communauté française.

§ 2. Les centres culturels reconnus assurent la direction et la programmation des équipements et infrastructures qui leur sont confiés par les pouvoirs publics ou sont associés directement à leur gestion.

Lorsque dans l'entité territoriale considérée, des infrastructures culturelles communales ou provinciales ont été subsidiées par la Communauté française à cet effet, les centres culturels doivent pouvoir les utiliser selon des modalités à fixer par convention par l'Exécutif, en tant que pouvoir subsidiant, le pouvoir public propriétaire de l'infrastructure et le centre culturel.

Lorsqu'un pouvoir public local introduit une demande de subvention en vue d'une infrastructure culturelle établie dans le ressort territorial d'un centre culturel reconnu, sa demande doit être accompagnée de la convention conclue entre l'Exécutif, le pouvoir public propriétaire de l'infrastructure et le centre culturel.

Art. 27. Les centres culturels reconnus reçoivent de la Communauté française une subvention annuelle destinée à leur fonctionnement et à la rémunération des membres permanents de leur personnel. Les modalités de liquidation de la subvention sont arrêtées par l'Exécutif. Celui-ci détermine, en outre, les modalités de reconnaissance des qualifications des animateurs pour lesquels une subvention est octroyée.

Dans les limites des crédits budgétaires, l'Exécutif fixe annuellement le montant de la subvention allouée à chacune des catégories des centres culturels.

L'Exécutif peut accorder des avances.

Art. 28. Les centres culturels peuvent également bénéficier, aux conditions fixées par l'Exécutif, d'interventions dans les dépenses occasionnées par les manifestations culturelles exceptionnelles qu'ils inscrivent annuellement à leur programme.

Art. 29. Sur la proposition de la Commission consultative des centres culturels, des subventions exceptionnelles dont le montant total ne peut dépasser 15 % des crédits de fonctionnement attribués à un centre culturel, peuvent être accordées pour couvrir les frais résultant de circonstances particulières ne mettant pas en cause la gestion des responsables de l'institution.

Art. 30. Une subvention extraordinaire d'équipement ou d'aménagement peut être accordée pour couvrir des dépenses d'acquisition des biens mobiliers nécessaires à la réalisation de l'objet des centres culturels reconnus.

L'Exécutif fixe le pourcentage et les plafonds à concurrence desquels les dépenses consenties sont couvertes par la subvention.

Dès leur reconnaissance, les centres culturels bénéficient d'une subvention de premier établissement dont le montant est fixé par l'Exécutif.

Art. 31. Avant le 16 octobre de chaque année, le centre culturel reconnu présente à la Direction générale de la Culture et de la Communication, un rapport en double exemplaire sur ses activités, le bilan et le compte d'exploitation de l'exercice social écoulé arrêté au 30 juin ainsi qu'un projet de budget pour l'exercice suivant.

Le bilan et le compte d'exploitation doivent être certifiés conformes aux pièces comptables requises et être approuvés par l'assemblée générale de l'association.

Tout bénéficiaire doit conserver, pendant cinq ans, tout document justificatif de l'utilisation des subventions.

Il doit pouvoir les présenter à toute inspection effectuée sur place.

Art. 32. L'Exécutif peut récupérer les subventions octroyées à un centre culturel lorsque celui-ci ne respecte pas les conditions mises à leur octroi.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires et abrogatoires*

Art. 33. Les maisons de la culture et les foyers culturels, reconnus en application de l'arrêté royal du 5 août 1970 établissant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux maisons de la culture et aux foyers culturels, disposent d'une année pour se conformer aux dispositions du présent décret.

Durant cette période, ils continuent à bénéficier de leurs anciens statuts et des conditions y afférentes.

A l'expiration de cette période, l'Exécutif, après avis de la Commission consultative des centres culturels, confirme le maintien de leur reconnaissance avec, le cas échéant, modification de leur classement, ou procède au retrait de la reconnaissance.

Art. 34. La Commission consultative des centres culturels, instituée par l'arrêté royal du 5 août 1970 établissant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux maisons de la culture et aux foyers culturels, est maintenue en activité jusqu'à l'installation de la Commission prévue aux articles 19 et 20 du présent décret.

Art. 35. L'arrêté royal du 5 août 1970 établissant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux maisons de la culture et aux foyers culturels, modifié par les arrêtés de l'Exécutif du 29 avril 1985 et du 27 mars 1986, est abrogé.

Art. 36. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par l'Exécutif et au plus tard le 1^{er} juillet 1994.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 juillet 1992.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française, chargé de la Culture et de la Communication,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Mme M. DE GALAN

—
VERTALING
—

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP
—

N. 92 — 2537

[C — 29487]

28 JULI 1992. — Decreet tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. De Executieve kan, binnen de perken van de begrotingskredieten, de culturele centra erkennen en subsidiëren die de bij dit decreet gestelde voorwaarden vervullen.

Art. 2. Kunnen alleen erkend en gesubsidieerd worden, de culturele centra die gezamenlijk worden georganiseerd door publiekrechtelijke personen en privaatrechtelijke verenigingen, waarbij het aantal geassocieerde leden niet lager kan zijn dan drie.

Kunnen alleen erkend en gesubsidieerd worden, de centra die, om de culturele democratie te bevorderen, zorgen voor de socio-culturele ontwikkeling van een bepaald grondgebied, met inachtneming van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt.

Onder publiekrechtelijke personen worden verstaan, de Franse Gemeenschapscommissie, de provincies en de gemeenten.

Onder privaatrechtelijke verenigingen worden verstaan, de verenigingen zonder winstoogmerk of feitelijke verenigingen die een culturele of socio-culturele bedrijvigheid uitoefenen op het betrokken grondgebied.

Art. 3. Onder socio-culturele ontwikkeling wordt verstaan, het geheel van de activiteiten die tot doel hebben culturele projecten en projecten voor communautaire ontwikkeling te werwezenlijken die rusten op de actieve deelneming van een zo hoog mogelijk aantal mensen, met een speciale aandacht voor kansarme mensen.

Die activiteiten moeten inzonderheid tot doel hebben :

- 1° creatie-, expressie- en communicatiemogelijkheden bieden;
- 2° informatie verstrekken, vormingsstages organiseren en documentatie ter beschikking stellen die bijdragen tot permanente opvoeding;
- 3° manifestaties organiseren die werken van het lokaal, regionaal, communautair, Europees, internationaal en fraanstalig cultureel patrimonium herwaarderen;
- 4° diensten organiseren die voor personen en verenigingen bestemd zijn en die de verwezenlijking van de doelstellingen van het centrum in de hand werken.

(1) *Zitting 1991-1992 :*

Stuk van de Raad. — Nr. 230 — nr. 1 : Ontwerp van decreet.

Buitengewone zitting 1992 :

Stukken van de Raad. — Nrs. 50 — nr. 1 : Stuk dat verwijst naar de zitting 1991-1992; nr. 2 : Verslag; nr. 3 Amendementen.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 9 juli 1992.

Art. 4. De culturele centra zorgen ervoor dat de lokale verenigingen zoveel mogelijk medewerken aan de uitoefening van hun opdrachten zoals die bepaald zijn in de artikelen 2 en 3 van dit decreet.

Art. 5. De Executieve organiseert de samenwerking tussen de culturele centra of wijst aan daartoe erkende verenigingen specifieke opdrachten toe die deze samenwerking in de hand werken.

HOOFDSTUK II. — *Erkenningsvoorwaarden*

Afdeling I. — De lokale culturele centra

Art. 6. Om door de Executieve te worden erkend en gesubsidieerd, moet het lokaal cultureel centrum voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° Een V.Z.W. zijn in de zin van de wet van 27 juni 1921.

2° Zijn activiteiten uitoefenen in een territoriale entiteit, zoals bedoeld in artikel 12 van dit decreet, die één of meer gemeenten omvat en door de Executieve van de Franse Gemeenschap wordt goedgekeurd na advies van de Adviescommissie voor de culturele centra van de Franse Gemeenschap.

3° Zijn algemene vergadering moet bestaan uit :

a) de vertegenwoordigers van de betrokken openbare besturen waarvan het aantal door de Executieve vast te stellen is, zonder dat dit aantal echter hoger kan zijn dan de helft van het totaal aantal leden van de algemene vergadering, dit zijn :

- door de Executieve aan te wijzen personen;
- door de Franse Gemeenschapscommissie aan te wijzen personen indien het centrum zijn bedrijvigheid uitoefent in het gebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;
- personen aan te wijzen door de Bestendige Deputatie van de Provincie op het grondgebied waarvan de zetel van de V.Z.W. gevestigd is;
- personen aan te wijzen door de gemeenteraden van de gemeenten die bij het lokaal cultureel centrum aangesloten zijn;

b) de socio-culturele verenigingen die door de Franse Gemeenschap als lokale verenigingen werden erkend of die een activiteit uitoefenen in de territoriale entiteit van het betrokken lokaal cultureel centrum, die door de raad van bestuur als zodanig werden erkend en door de algemene vergadering werden bekrachtigd;

c) de personen die een activiteit uitoefenen die bijzonder verbonden is aan de doelstellingen van de vereniging, en die als zodanig door de raad van bestuur worden aanvaard.

4° Zijn beheersorganen moeten paritair samengesteld zijn uit vertegenwoordigers van de betrokken publiekrechtelijke personen en uit vertengewoondigers van de privaatrechtelijke verenigingen.

Voor de toepassing van deze laatste bepaling, dient te worden verstaan onder vertegenwoordiger van een publiekrechtelijke persoon, iedere openbare mandataris, ongeacht in welke hoedanigheid hij zetelt, alsook iedere persoon die door een openbaar bestuur wordt aangewezen om dit bestuur te vertegenwoordigen; een openbare mandataris kan niet worden aangewezen als vertegenwoordiger van de privaatrechtelijke verenigingen gedurende de uitoefening van zijn mandaat.

5° Een cultuurraad tellen die bestaat uit ten minste 10 leden, benoemd door de raad van bestuur op grond van hun bevoegdheid inzake de door de vereniging uit te oefenen activiteiten; deze cultuurraad stelt het ontwerp van algemeen actieprogramma van de vereniging ten minste één keer per jaar vast, legt het aan de raad van bestuur voor en deelt het aan de algemene vergadering mede.

6° Een animator-directeur hebben die belast is met de dagelijkse toepassing van de beslissingen van de raad van bestuur, die in de cultuurraad en, met raadgevende stem, in de raad van bestuur en de algemene vergadering, zetelt.

Afdeling II. — De regionale culturele centra

Art. 7. Om door de Executieve te worden erkend en gesubsidieerd, moet het regionaal cultureel centrum voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° Een V.Z.W. zijn in de zin van de wet van 27 juni 1921.

2° Zijn activiteiten uitoefenen in een territoriale entiteit die ten minste één administratief arrondissement telt.

3° Zijn algemene vergadering moet bestaan uit :

a) de vertegenwoordigers van de erkende lokale culturele centra van de betrokken territoriale entiteit, onder wie , voor elk lokaal cultureel centrum, één afgevaardigde aangewezen uit de vertegenwoordigers van de openbare besturen en één afgevaardigde aangewezen uit de andere categoriën van leden van de algemene vergadering;

b) de vertegenwoordigers van de betrokken openbare besturen waarvan het aantal door de Executieve vast te stellen is, zonder dat dit aantal echter hoger kan zijn dan de helft van het totaal aantal leden van de algemene vergadering, dit zijn :

- door de Executieve aan te wijzen personen;
- door de Franse Gemeenschapscommissie aan te wijzen personen indien het centrum zijn bedrijvigheid uitoefent in het gebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;
- personen aan te wijzen door de Bestendige Deputatie van de Provincie op het grondgebied waarvan de zetel van de V.Z.W. gevestigd is;
- personen aan te wijzen door de gemeenteraden van de gemeenten die bij het regionaal cultureel centrum aangesloten zijn;

c) de socio-culturele verenigingen

— die door de Franse Gemeenschap als lokale verenigingen werden erkend en die hun zetel hebben in de gemeente waarin het cultureel centrum gevestigd is, wanner dit centrum de in artikel 9 bedoelde functie vervult;

— die door de Franse Gemeenschap als regionale verenigingen werden erkend;

— die een bedrijvigheid uitoefenen in de territoriale entiteit van het betrokken regionaal cultureel centrum, die door de raad van bestuur als zodanig werden aanvaard en door de algemene vergadering werden bekrachtigd;

d) de personen die een activiteit uitoefenen die bijzonder verbonden is aan de doelstellingen van de vereniging, en die als zodanig door de raad van bestuur worden aanvaard.

4° Zijn beheersorganen moeten paritair samengesteld zijn uit vertegenwoordigers van de betrokken publiekrechtelijke personen en uit vertengewoondigers van de privaatrechtelijke verenigingen.

Voor de toepassing van deze laatste bepaling, dient te worden verstaan onder vertegenwoordiger van een publiekrechtelijke persoon, iedere openbare mandataris, ongeacht in welke hoedanigheid hij zetelt, alsook iedere persoon die door een openbaar bestuur wordt aangewezen om dit bestuur te vertegenwoordigen; een openbare mandataris kan niet worden aangewezen als vertegenwoordiger van de privaatrechtelijke verenigingen gedurende de uitoefening van zijn mandaat.

5° Een cultuurraad tellen die bestaat uit ten minste 10 leden, benoemd door de raad van bestuur op grond van hun bevoegdheid inzake de door de vereniging uit te oefenen activiteiten; deze cultuurraad stelt het ontwerp van algemeen actieprogramma van de vereniging ten minste één keer per jaar vast, legt het aan de raad van bestuur voor en deelt het aan de algemene vergadering mede.

6° Een animator-directeur hebben die belast is met de dagelijkse toepassing van de beslissingen van de raad van bestuur, die in de cultuurraad en, met raadgevende stem, in de raad van bestuur en de algemene vergadering, zetelt.

Art. 8. Bij de uitoefening van zijn opdrachten, zorgt het regionaal cultureel centrum ervoor :

1° de samenwerking van lokale culturele centra aan te moedigen en te organiseren, alsook de coördinatie van projecten die van een openbaar of een vrijwillig initiatief uitgaan;

2° elk initiatief tot socio-culturele ontwikkeling te nemen, inzonderheid :

a) door projecten uit te werken en te verwezenlijken in overleg met de socio-culturele verenigingen van de entiteit of met lokale culturele centra, meer bepaald inzake vorming;

b) door de samenwerking en de bijstand te bevorderen voor het beheer van de diensten, de informatie-middelen, de culturele infrastructuur;

c) door zijn hulp te verlenen voor de oprichting en de ontwikkeling van de lokale culturele centra.

Art. 9. Het regionaal cultureel centrum kan de functie waarnemen van het lokaal cultureel centrum van de stad of van de gemeente waarin het centrum zijn zetel heeft.

HOOFDSTUK III. — Rangschikking in categorieën

Art. 10. De Executieve rangschikt de culturele centra in categorieën waarvan zij het aantal vaststelt, rekening houdend, inzonderheid, met het aantal en de kwaliteit van de activiteiten in verband met het doel van het cultureel centrum, de betrokken bevolking, het aantal geassocieerde organisaties, de omvang van de gebruikte infrastructuur en de financiële deelneming van de andere geassocieerde openbare besturen.

De Executieve bepaalt per categorie de minimumformaties van het animatie- en bestuurspersoneel alsook, na advies van de paritaire commissie van de socio-culturele sector, de minimale bezoldigingsbarema's die worden toegekend rekening houdend met de kwalificaties van dat personeel.

Declassering kan niet als gevolg hebben dat de verplichtingen van de werkgever die uit de arbeidswetgeving voortvloeien niet meer worden nagekomen.

HOOFDSTUK IV. — Procedure voor de erkenning en de rangschikking van de culturele centra

Art. 11. De erkenning die door de Executieve wordt toegekend heeft uitwerking met ingang van uiterlijk 1 januari van het jaar dat volgt op het jaar van de beslissing.

Art. 12. De aanvraag om erkenning wordt aan de Executieve gericht; ze moet de hierna vermelde documenten en inlichtingen omvatten :

1° de statuten van het centrum;

2° de lijst van zijn geassocieerde leden en de samenstelling van zijn beheersorganen;

3° zijn zetel;

4° het grondgebied waarop het zijn activiteiten uitoefent;

5° een beschrijving van het socio-cultureel milieu van dat grondgebied;

6° een verantwoordingsrapport;

7° een activiteitenprogramma, samen met een budgettaire raming;

8° een beschrijving van de financiële steun en de hulpdiensten, en van de infrastructuur die ter beschikking van het cultureel centrum worden gesteld door andere openbare besturen dan de Franse Gemeenschap;

9° een beschrijving van de middelen die ter beschikking van het cultureel centrum worden gesteld door privaatrechtelijke personen of groeperingen.

Art. 13. Elke beslissing over de toekenning, de schorsing of de intrekking van de erkenning alsook over de rangschikking in een categorie van centrum wordt getroffen na inzage van een verslag dat door de bevoegde diensten van de Executieve wordt opgemaakt, en na advies van :

1° de bestendige deputatie van de betrokken provincie;

2° de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, voor de centra die in zijn gebied gelegen zijn;

3° van de Adviescommissie voor de culturele centra.

De Executieve bepaalt de procedure voor de toekenning, de schorsing of de intrekking van de erkenning, alsook de procedure betreffende de rangschikking in categorieën.

Art. 14. Het volledige dossier van de aanvraag wordt naar de bestendige deputatie overgezonden; deze brengt haar advies binnen twee maanden uit. Indien dit advies niet binnen deze termijn is verstrekt, wordt de procedure voortgezet.

Indien het centrum zijn bedrijvigheid in het gebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest uitoefent, worden het dossier en het advies van de bestendige deputatie van de provincie Brabant naar de Franse Gemeenschapscommissie van dat Gewest overgezonden. Deze brengt haar advies binnen twee maanden uit. Indien dit advies niet binnen deze termijn is verstrekt, wordt de procedure voortgezet.

Art. 15. Het dossier en het advies van de bestendige deputatie alsook het advies van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, indien het centrum zijn bedrijvigheid in het gebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest uitoefent, worden naar de Adviescommissie voor de culturele centra overgezonden. Deze brengt haar advies binnen twee maanden uit. Indien dit advies niet binnen deze termijn is verstrekt, wordt de procedure voortgezet.

Art. 16. Op voorstel van de Adviescommissie voor de culturele centra, kan een proefperiode van maximaal twee jaar aan de nieuwe culturele centra worden opgelegd.

Gedurende deze proefperiode zijn de bepalingen van hoofdstuk VI niet toepasselijk. Die centra kunnen echter, gedurende dezelfde periode, een door de Executieve te bepalen forfaitaire specifieke steun genieten. Deze steun kan niet hoger zijn dan de minimumtoelage bepaald voor de betrokken categorie.

Art. 17. Wanneer de erkenning wordt geweigerd, kan een nieuwe aanvraag betreffende hetzelfde ontwerp alleen worden ingediend in het jaar dat volgt op de kennisgeving van de weigering.

Art. 18. Mits de Executieve zes maanden tevoren opzegt en mits de wetgever in het kader van de arbeidswetgeving zijn verplichtingen verder nakomt, kan de Executieve de erkenning intrekken van de culturele centra die de bepalingen van dit decreet niet naleven, of waarvan het financieel beheer zware leemten, die als zodanig worden vastgesteld, vertoont.

HOOFDSTUK V. — *De Adviescommissie voor de culturele centra*

Art. 19. Bij het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken wordt een Adviescommissie voor de culturele centra opgericht.

Op eigen initiatief of op aanvraag van de Executieve, kan de Adviescommissie voor de culturele centra adviezen uitbrengen of voorstellen doen over de erkenning, de rangschikking in categorieën, de intrekking of de schorsing van de erkenning alsook over het algemeen beleid van de culturele centra.

Art. 20. De leden van de Adviescommissie voor de culturele centra worden door de Executieve voor een hernieuwbare termijn van vier jaar benoemd.

De Commissie is samengesteld uit :

1^o vijf leden, voorgedragen door de bestendige deputaties van de provincieraden, naar rata van één lid per provincie; dit lid moet behoren tot de culturele diensten van de provincie;

2^o één lid, voorgedragen door de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest; dit lid moet behoren tot haar culturele diensten of tot de diensten die ervan afhangen;

3^o zes leden, door de Executieve gekozen uit een lijst van personen die zetelen in de raden van bestuur van de erkende lokale en regionale culturele centra, naar rata van drie vertegenwoordigers van de lokale openbare besturen en van drie vertegenwoordigers van de privaatrechtelijke verenigingen, waarbij de Executieve de procedures voor de indiening van de kandidaturen vaststelt;

4^o drie leden, door de Executieve gekozen uit een lijst van animators die in functie zijn in de erkende culturele centra;

5^o vijf leden, door de Executieve gekozen op grond van hun bijzondere bevoegdheid op het gebied van de socio-culturele actie;

6^o acht leden, door de Executieve gekozen uit een lijst van verantwoordelijken voor organisaties voor permanente opvoeding van volwassenen, op de voordracht van de Hoge Raad voor de Volksontwikkeling van de Franse Gemeenschap;

7^o twee leden, door de Executieve gekozen uit een lijst van verantwoordelijken voor de jeugdorganisaties, op de voordracht van de Franstalige Jeugdraad.

Art. 21. Voor elk van de leden van de Adviescommissie voor de culturele centra wordt een plaatsvervanger aangewezen volgens dezelfde modaliteiten als deze die bepaald zijn voor de aanwijzing van de werkende leden.

Art. 22. Elk lid dat de hoedanigheid verliest krachtens welke het werd aangewezen, wordt als ontslagnemend geacht. Het wordt vervangen door een persoon die wordt aangewezen volgens dezelfde voorwaarden om zijn mandaat te voleindigen.

Art. 23. De Adviescommissie voor de culturele centra kiest uit haar midden een voorzitter en twee ondervoorzitters en stelt haar huishoudelijk reglement vast. De Executieve keurt dit reglement goed en vergewist zich ervan dat de verkiezingen regelmatig werden georganiseerd.

Art. 24. De Executieve bepaalt het presentiegeld en de reisvergoedingen waarop de leden van de Adviescommissie voor de culturele centra aanspraak kunnen maken. De werkingskosten van de Adviescommissie voor de culturele centra vallen ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap.

Art. 25. Het Secretariaat van de Adviescommissie voor de culturele centra wordt waargenomen door de diensten van de Algemene Directie van Cultuur en Communicatie. De directeur-generaal, of zijn vertegenwoordiger, woont de vergaderingen van rechtswege, met raadgevende stem, bij.

HOOFDSTUK VI. — *Toelagen en uitrusting*

Art. 26. § 1. Elk openbaar bestuur dat geassocieerd is met een cultureel centrum moet een bijdrage leveren zowel op financieel vlak als in de vorm van dienstverlening, waarvan de belangrijkheid en de aanwendingsmodaliteiten nader moeten worden bepaald in een overeenkomst ondertekend tussen het betrokken openbaar bestuur en het cultureel centrum op grond van een door de Executieve vast te stellen modelovereenkomst.

Het geheel van die bijdragen moet, in principe, ten minste gelijk zijn aan de bijdrage die door de Franse Gemeenschap wordt geleverd.

§ 2. De erkende culturele centra nemen de leiding en de programmatie waar van de uitrusting en infrastructuur die aan die centra door de openbare besturen worden toevertrouwd, of werken rechtstreeks aan het beheer ervan mede.

Wanneer gemeentelijke of provinciale culturele infrastructuur in de betrokken territoriale entiteit door de Franse Gemeenschap daartoe werden gesubsidieerd, moeten de culturele centra die infrastructuur kunnen gebruiken volgens modaliteiten die bij overeenkomst vast te stellen zijn door de Executieve, als subsidiërende macht, het openbaar bestuur dat eigenaar is van de infrastructuur, en het cultureel centrum.

Wanneer een lokaal openbaar bestuur een aanvraag om toelage indient voor een culturele infrastructuur gelegen in het gebied van een erkend cultureel centrum, moet zijn aanvraag vergezeld gaan van de overeenkomst gesloten tussen de Executieve, het openbaar bestuur dat eigenaar is van de infrastructuur en het cultureel centrum.

Art. 27. De erkende culturele centra ontvangen van de Franse Gemeenschap een jaarlijkse toelage bestemd voor hun werking en de bezoldiging van hun vaste personeelsleden. De nadere regels voor de uitbetaling van de toelage worden door de Executieve vastgesteld. Deze bepaalt overigens de nadere regels voor de erkenning van de kwalificaties van de animators voor wie een toelage wordt toegekend.

Binnen de perken van de begrotingskredieten, stelt de Executieve jaarlijks het bedrag vast van de toelage die wordt toegekend aan elk van de categorieën van de culturele centra.

De Executieve kan voorschotten toekennen.

Art. 28. Onder de door de Executieve vast te stellen voorwaarden, kunnen de culturele centra ook tegemoetkomingen genieten in kosten gemaakt voor uitzonderlijke culturele manifestaties die jaarlijks op hun programma staan.

Art. 29. Op de voordracht van de Adviescommissie voor de culturele centra, kunnen uitzonderlijke toelagen waarvan het totaal bedrag niet hoger mag zijn dan 15 % van de aan een cultureel centrum toegekende werkingskredieten, worden toegekend met het oog op het dekken van de kosten die voortvloeien uit bijzondere omstandigheden waarbij het beheer van de verantwoordelijken voor de instelling niet wordt betwist.

Art. 30. Er kan een uitzonderlijke uitrustings- of inrichtingstoelage worden toegekend voor het dekken van de uitgaven voor aankoop van de roerende goederen die noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van het doel van de erkende culturele centra.

De Executieve stelt het percentage en de maximumbedragen vast ten belope waarvan de toegestane uitgaven door de toelage worden gedekt.

Zodra ze erkend zijn, genieten de culturele centra een toelage voor eerste aanleg waarvan het bedrag door de Executieve wordt vastgesteld.

Art. 31. Vóór 16 oktober van elk jaar, legt het erkend cultureel centrum aan de Algemene Directie van Cultuur en Communicatie een verslag in twee exemplaren over zijn activiteiten, de balans en de exploitatierekening van het afgelopen boekjaar, afgesloten op 30 juni, alsook een ontwerp van begroting voor het volgende boekjaar voor.

De balans en de exploitatierekening moeten voor eensluidend met de vereiste boekhoudkundige stukken worden verklaard en door de algemene vergadering van de vereniging worden goedgekeurd.

Elke persoon die toelagen ontvangt, moet gedurende vijf jaar elk document tot verantwoording van de aanwending van de toelagen bewaren.

Hij moet die documenten kunnen voorleggen bij elke inspectie die ter plaatse wordt gehouden.

Art. 32. De Executieve kan de aan een cultureel centrum toegekende toelagen terugvorderen wanneer dit centrum de voorwaarden voor de toekenning ervan niet naleeft.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs- en opheffingsbepalingen*

Art. 33. De culturele centra en culturele tehuizen die werden erkend bij toepassing van het koninklijk besluit van 5 augustus 1970 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de culturele centra en de culturele tehuizen, beschikken over één jaar om zich naar de bepalingen van dit decreet te schikken.

Gedurende deze periode blijven hun vroegere statuten en de daaraan verbonden voorwaarden van toepassing.

Wanneer deze periode verstreken is, bevestigt de Executieve, na advies van de Adviescommissie voor de culturele centra, het behoud van hun erkenning, met, in voorkomend geval, een gewijzigde rangschikking, of trekt ze de erkenning in.

Art. 34. De Commissie van advies voor de cultuurcentra, ingesteld bij het koninklijk besluit van 5 augustus 1970 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de culturele centra en de culturele tehuizen, oefent verder haar functies uit totdat de in de artikelen 19 en 20 van dit decreet bedoelde Commissie wordt genstalleerd.

Art. 35. Het koninklijk besluit van 5 augustus 1970 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de culturele centra en de culturele tehuizen, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van 29 april 1985 en 27 maart 1986, wordt opgeheven.

Art. 36. Dit decreet treedt in werking op de datum die door de Executieve wordt vastgesteld, uiterlijk op 1 juli 1994.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 28 juli 1992.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,
belast met Cultuur en Communicatie,

B. ANSELME

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs,

E. DI RUPO

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

Mevr. M. DE GALAN

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 92 — 2538 (91-3340)

26 JUIN 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 226 du 19 novembre 1991, à la page 25768, à l'alinéa 2, du 2, A, de l'article 8, il y a lieu d'apporter la modification suivante :

« Il ne peut être tenu compte de cette nouvelle situation qu'à la condition qu'elle se soit produite pendant l'année civile précédant celle au cours de laquelle débute l'année scolaire ou académique envisagée et ultérieurement, mais au plus tard au 1er mars de l'année d'études poursuivie. »